

Quelle époque ? Quel (s) horizon(s) ? Quelle organisation politique ?

Pierre Cours-Salies (le 22 / 10 / 2007)

Sans projet pour « un dépassement » du capitalisme, les luttes et les discours « antilibéraux » ont montré leurs limites.

Au milieu de l'échec, pendant les mobilisations pour freiner et faire reculer Sarkozy, mesurons nettement les questions nouvelles. Enfin, au travers de l'expérience des dernières années, le débat est revenu à deux questions-clé : comment dépasser le capitalisme ? Et, inséparable de la première : quelle formation politique ?

Puisque le besoin d'un nouveau parti, d'une nouvelle organisation politique est aussi discuté, je crois utile de formuler mes propres options. Patrick Braouezec a fort bien fait d'ouvrir la discussion comme il l'a fait : « si nous osions, enfin, créer une coordination, un réseau ayant pignon sur rue, statut, etc. qui permettrait aux citoyens sans carte comme aux militants encartés de pouvoir discuter et agir afin de rassembler les forces de la gauche de transformation sociale » (*Le Monde* 16/10/2007). Il exprime bien la préoccupation de notre coordination, dont beaucoup, comme lui, souhaite une affirmation plus nette, plus publique. Personne ne peut se cacher qu'il faut l'annoncer nettement, d'autant plus que les processus de construction, pour réussir, devront prendre du temps. Je ne pense pas, en effet, qu'il soit possible de réaliser une nouvelle force politique sans un processus de débats, de mises en commun de pratiques et de construction d'une alternative au capitalisme.

Cette réflexion m'amène à rejeter, avec beaucoup d'autres aujourd'hui, les trois types de solutions proposées à celles et ceux qui ont participé et participent aux mobilisations antilibérales. Ni le petit parti, autoproclamé anticapitaliste sans ouvrir aucun débat, tel que la direction de la LCR feint d'y croire. Ni un parti basiste anti-organisations au nom d'une alternative sociale et écologique (dans la continuité de la campagne de José Bové, qui n'en serait pas, ou au nom de l'alter-mondialisme qui deviendrait la propriété d'un sous-courant !). Ni une sorte de confédération de courants et de partis assurant le pouvoir des « directions » en place sans changer la politique profondément.

S'il suffisait de recréer un bloc entre le PCF, une partie du PS, une partie des Verts et divers courants ou réseaux, cela se saurait. Pourquoi le Collectif d'initiative unitaire national (CIUN), qui a existé de mai à décembre 2006 aurait-il échoué, entouré d'une défiance de plus en plus forte avant de sombrer devant la tentative d'un coup de force de la direction du PCF ?

Disons clairement : oui, il faut une nouvelle organisation politique, un nouveau parti politique.

Pour éviter bien des malentendus, je m'efforce dans le texte qui suit de tracer ces enjeux et quelques propositions. Une contribution, pas un ensemble de « thèses » achevées : une étape dans une réflexion.

Distinguons d'abord deux aspects : l'époque et les horizons possibles.

Quelle époque vivons-nous ?

En quelques caractéristiques, pour rester bref, dans le cadre de cette introduction à des discussions.

- 1- L'humanité, du fait du mode de production capitaliste, tend à produire la destruction de la nature et autant de misère que de développement des emplois. Mutations climatiques en cours, pollution et production de chômage dans les pays émergents comme dans les anciens ne sont pas séparables.
- 2- Sauvegardant les intérêts des lobbys dominants de l'armement, du pétrole, du nucléaire, de l'agro-alimentaire, le gouvernement des USA et ses alliés imposent un état de guerre permanent, plus ou moins visible mais contribuant en permanence à une forme de nouvel impérialisme.
- 3- Le niveau culturel de la plus grande majorité des populations s'est élevé tellement, depuis environ 50 ans, que, dans les pays capitalistes les plus anciens comme dans les anciens pays de l'Est la possibilité d'une mutation totale des rapports à l'emploi et des rapports dans l'emploi est à portée de main. La souffrance dans le travail est la trace des possibilités inemployées du fait de la négation des potentialités humaines par les rapports de propriété capitaliste.
- 4- Nous pouvons voir comment, selon l'analyse et la prédiction du sociologue Max Weber au début du 20^e siècle, ni les réformes, et ni même la révolution russe n'ont permis de remplacer la logique du capitalisme, la rationalité selon le profit et la fonctionnalité des relations hiérarchiques de la production capitaliste. Ce bilan est lourd, d'autant que nous en sommes le produit : des conquêtes partielles deviennent si souvent des éléments de stabilisation des rapports de domination ! Et nous-mêmes qui en faisons la critique, combien de fausses évidences devons-nous surmonter puisque nous ne pouvons partir que de la critique de cette réalité pour chercher à la dépasser, détruire ce cadre du profit capitaliste, de ses inégalités, de ses répressions, de ses illusions, en développant les moyens de le remplacer.

Il faudrait ici reprendre les objectifs déjà possibles autour des « années 68 », au milieu du siècle dernier, pour mesurer à quel point les conditions de dépassement du capitalisme sont extrêmement mures. On devrait même comprendre que les dirigeants de la bourgeoisie, au milieu des années soixante-dix, ont fait le choix d'une politique néolibérale opposée aux potentialités sociales et culturelles offertes par des progrès économiques, techniques.

Quel(s) horizon(s) ?

Quand un repense au mot de Rosa Luxemburg, présentant comme une alternative d'avenir ***Socialisme ou barbarie***, on ne peut s'empêcher de sourire un peu tristement. Le problème, pour nous, est plutôt de sortir des ornières de la barbarie.

Pour ne pas être naïfs, disons-le clairement : certaines des conditions de dépassement du capitalisme ont commencé à pourrir.

- * La destruction de la nature par les formes de la production est un effet de ce système.
- * La multiplication des ruines de régions du monde par la maladie et les catastrophes dites naturelles de même.
- * Comme les multiples poussées de xénophobies exprimant la peur des autres dans un monde inquiet.
- * L'absence de discussion sur les autres possibilités, renvoyées au rang des utopies sans lendemain

en fait parachève les désarrois, l'absence d'analyse qui rend les maux plus lourds.

* La paralysie et l'affaiblissement du mouvement ouvrier classique en font aussi partie. Il faut ici, prendre un regard critique. Pour avancer, nous devons comprendre comment les exigences des années 60' et 70', face aux multinationales (même dans l'enceinte de l'ONU) ou pour « ne plus perdre sa vie à la gagner, vivre et produire autrement pour des objectifs sociaux, etc. se sont affaiblies, sous les coups des patrons mais aussi du fait de l'influence des partis communistes bureaucratés et des socialistes de renoncement.

Nous ne pouvons pas répondre de façon superficielle à la question de l'horizon à nous fixer.

Il peut être très noir.

Mais les possibles doivent être rappelés, en proportion de leur oubli.

Quatre d'entre eux font système :

- Les moyens d'un développement respectueux de la nature existent et pourraient se développer très vite s'ils étaient utilisés : l'ensemble des techniques du solaire, par exemple, devraient permettre de changer les rapports mondiaux, de diversifier les sources d'énergie, à condition de coopérations nouvelles. De même pour l'apport en eau potable à toute la population mondiale. Cela suppose de diminuer d'un quart environ les dépenses d'armement et de socialiser les entreprises qui peuvent changer les formes de développement. Cela suppose aussi, évidemment, que les instances internationales soient bouleversées.
- La durée du temps de travail pourrait être liée à un droit à l'emploi et au revenu libérant les capacités de toutes et tous. Nous l'oublions constamment, mais la revendication de la semaine de trente heures environ est une revendication des années trente et quarante, « du fait des gains de productivité ». Et ceux-ci ont bien augmenté depuis. Et nous oublions que, actuellement, le développement des emplois dans les pays émergents, dans les conditions de travail et de commercialisation imposées par le capitalisme, fabriquent autant de chômeurs que d'emplois salariés nouveaux.
- Les techniques et les formes de diffusion de l'information permettraient une démocratie vivante si les possibilités contemporaines étaient utilisées en ce sens : connaissances réciproques, enquêtes et discussions publiques...
- Les rapports entre les êtres humains sont dans un grand changement et la revendication de l'autonomie individuelle, aujourd'hui plus présente que jamais, est freinée par la misère dans une grande partie du monde et la peur d'y tomber dans le reste.

Quelle organisation politique ?

Les questions qui nous sont posées concernent le local comme le global. On ne peut, en effet, changer ce monde sans agir à la fois par les droits réels des êtres humains, les formes de la démocratie, les rapports sociaux et la socialisation des richesses.

Des batailles immédiates n'apporteront pas grand-chose si nous les voyons seulement comme une délégation de pouvoir donnée à des gestionnaires qui peuvent « faire des concessions » : même les batailles partielles doivent être menées au nom des changements d'ensemble.

Une culture des droits humains réels, libérés des limites de la propriété, ne se sépare pas de la possibilité des multiples gratuités (contre l'horizon de la marchandisation de tous les aspects de la vie, reprenons la voie proposée par Marx dans la *Critique du programme de Gotha* (en 1875), celle des gratuités et de la socialisation démocratique. Comprendons bien que le chômage maintenant en cours de réorganisation et la précarisation généralisée ont un but essentiel : enfermer chacun et chacune dans ses peurs alors que la garantie du droit à l'emploi et au revenu permettrait des initiatives multiples, partout, dans les entreprises et au dehors auxquelles la classe dominante sait qu'elle ne pourrait pas résister.

Dans les luttes pour le droit à la protection sociale, à l'emploi garanti pour tous, le droit au temps libre, au pouvoir d'achat, etc., face à la hargne des dominants et de tous leurs agents et alliés, il nous faut savoir montrer les enjeux immédiats et à plus long terme. Dans des pays si riches, il s'agit pour la classe dominante d'installer l'impression et l'expérience de la précarité afin de gagner la paix sociale telles qu'ils la veulent.

Nous devons donc, à l'opposé de tous les discours sur les mutations sociales, faire apparaître comment une immense classe est majoritaire dans la société. Elle comporte pour une moitié des femmes et une proportion importante de personnes issues des quatre coins du monde et notamment des ex-colonies. Si on veut en débattre vraiment, leurs exigences communes et leurs convergences sont plus fortes que les oppositions cultivées par les illusions de valorisation données par le système et gérées par les « politiques sociales » ou les « aides » différenciées aux « qualifiéEs » et aux « pauvres » : formée de celles et ceux qui ont à vendre leur force de travail pour vivre, elle comporte la masse des employéEs (plus de 7 millions), des ouvriers (plus de 6 millions) , une grande partie des catégories classées comme « professions intermédiaires » (5,6 millions), techniciens, infirmières, une partie des artisans et faux « indépendants », près de 70 % de la population, auxquels on pourrait ajouter une partie des ingénieurs et des professeurs. Ils ne vont pas être unis par la simple juxtaposition de leurs revendications catégorielles. Mais la voilà, la force immense qui peut, par le débat politique, en lien avec les mobilisations, converger et s'unir, partager les buts communs esquissés plus haut.

Laisser faire l'Etat, géré au centre, à droite ou « à gauche » par un « programme politique » plus ou moins repris des modèles anciens, ne pourrait que répéter la soumission fondamentale au système, qui sépare le peuple en autant de clientèles électorales, alors que de nombreux mouvements sociaux sont plus à même de prendre des responsabilités, en dialogue avec toutes et tous. Des pans entiers des institutions étatiques devraient passer sous la responsabilité, au quotidien, des salariés et des représentants de la population : de la Sécurité sociale aux services publics, en passant par les discussions contradictoires au sujet de la pertinence des innovations technologiques et scientifiques (comment le principe de précaution existera-t-il sous le contrôle direct ou pas des blocs d'actionnaires ?).

Au contraire, des porte-parole de mouvements sociaux (syndicats, associations, usagers) soumis au crible de la critique par un rapport démocratique, pluraliste, aux informations et aux expérimentations multiples peuvent faire de la politique autrement enfin. Les modalités de gestion actuelles visent à pacifier, endormir, soumettre ; nous devons penser impulsion, débats pluralistes, informations critiques, un rapport changé aux institutions afin que l'expérience soit elle-même une éducation populaire permanente. Alors, par rapport à certains débats actuels, oui, il faut défendre la république : la république autogérée, qui transforme l'Etat en même temps que les salariéEs sont en situation de faire des choix dans les entreprises (Henri Lefebvre, 1968).

Certes, ainsi s'esquisse un dépassement du capitalisme ; mais il se précise aussi : on ne détruit que ce que l'on remplace. Et il ne s'agit pas de faire gérer les pyramides de pouvoirs étatiques par

quelques personnes différentes. Il s'agit de commencer à les remplacer par d'autres formes de la vie politique. Et nous voilà donc au cœur même de la question : quelle organisation politique devons-nous viser ?

Une organisation politique nouvelle, finalement, ne se fera pas sans un dépassement réel des formes des partis du 20^e siècle. Tout un débat serait à mener quand on sait le poids des partis du modèle allemand d'avant 1914. On sait, depuis cette époque là, leur rôle de défense élémentaire de la situation des travailleurs, hommes et femmes en stabilisant la plupart du temps les rapports sociaux de genre, forme de domination si commode pour l'exploitation. On a trop oublié qu'ils ont joué, dès cette époque, un rôle de soumission, de production de l'apathie et de la dépendance des mêmes travailleurs devant les autorités. Le grand sociologue, « bourgeois et fier de l'être » comme il disait lui-même, Max Weber, appelait cela « *une pseudo-démocratie* », où les partis socialistes même radicaux permettaient de consolider le système capitaliste de contradictions, régulées, stabilisées comme dans une sorte de moteur à explosion sans lequel la voiture ne bougerait pas.

Dans cette optique de dépassement du capitalisme, finalement, l'état d'éclatement des formes d'activité des mouvements sociaux, du local aux forums sociaux internationaux, est une bonne chose. Nous n'allons pas construire un parti du 20^e siècle, mais la nouvelle formation politique, pour aujourd'hui et demain. Une formation qui fasse tomber les frontières entre le social et le politique, les rapports sociaux de genre et la condition salariale, les discussions sur des projets de production et la capacité de proposition des salariés eux-mêmes. Une organisation dont les forums sociaux mondiaux ont donné une image par leur volonté et leur capacité de mêler tous les niveaux d'expériences et construire ainsi une culture commune et des solidarités.

Nous visons « un mouvement social transnational, coordonnant ses priorités stratégiques et se donnant pour but d'abolir le travail marchandise et d'émanciper la production de richesse des rapports de valeur » (comme l'écrit André Gorz dans son dernier article de juin 2007) . Une alliance mondiale contre la guerre, pour la paix et une maîtrise sociale des richesses afin de ne plus séparer urgences sociales et écologiques, voilà qui rassemblerait une force immense !

Nous devons ensemble comprendre qu'il est possible et nécessaire d'unir dans une même organisation tous les courants et les groupes de militants, toutes les multiples expériences opposées à la domination capitaliste : nous ne voulons pas de la vie monotone et morne de l'universalisme de la marchandise comme du salarié dans le capitalisme, nous voulons la diversité et la richesse de l'inventivité et des rapports humains. Cela se joue dans la mise à l'ordre du jour d'un « parti » soudé sur ce but et par cette culture en construction, évidemment riche de ses différences.

Après ce détour de réflexion, avouons deux choses.

Premier aveu :

Nous voulons que se tienne, au cours de l'année 2008 des Etats généraux des forces de la gauche porteuse d'une alternative au libéralisme. Certes, et cela comporte le plus possible de dépassement des limites et des frontières actuelles. Plus cette initiative sera réussie, plus elle sera à même de faire progresser les processus que je viens d'indiquer. Nous la proposons donc avec sérieux : pas d'alternative à ce système social et politique sans qu'elle soit unitaire ! Nous ne confondons pas les débats d'idées, indispensables, comme les combats partiels avec le rapport de force à créer pour que l'alternative soit une réalité massive capable de s'imposer. Oui, il faut une manifestation forte de la possible unité de l'ensemble des forces de la gauche de transformation sociale, ce que nous appelons des Etats généraux unitaires de toute la gauche porteuse d'une alternative au libéralisme.

Mais elle sera au mieux un pas en avant, une étape dans un combat fondamental, importante et peut être décisive pour autant que les exigences alternatives et unitaires soient assez fortes pour amener leur tenue.

Deuxième aveu :

Ce pas en avant est possible, si une force agit dans cette direction. Et, là, cela se joue à la capacité actuelle d'animer et de développer une activité de collectifs pour une alternative au libéralisme, composés de militantEs de diverses avec ou sans appartenance politique, syndicale, associative. A condition, évidemment, de savoir se doter de règles donnant la garantie d'une activité commune, qui donne le temps de construire les perspectives et sache les faire évoluer en fonction de l'expérience. A condition que cette force discute de ses buts, mettre fin à la longue phase de domination des politiques néolibérales sécuritaires et xénophobes ; à condition que cette force ne se perde pas à imiter ce qui doit être remplacé par une autre façon de faire la politique.

Quelle époque ? Quel (s) horizon(s) ? Quelle organisation politique ?

Pierre Cours-Salies (le 22 / 10 / 2007)